



QUAND LES COLLECTIVITES SONT INVITEES A S'ENDETTER... (et ce n'est pas du tout une bonne idée !)

C'est un [article](#) publié sur le site de I4CE qui avait particulièrement retenu notre attention. I4CE est un think tank spécialisé sur la transition et plus connu pour avoir récemment chiffré le coût de l'adaptation au changement climatique. Dans cet article datant du 7 novembre 2023, I4CE se permet quelques autres recommandations concernant le financement, par les collectivités territoriales, des « investissements climat ». Après avoir rappelé



leur rôle majeur dans la transition, nos penseurs (très libéraux) s'interrogent sur leurs capacités financières. Prenant simplement acte de la « *volonté gouvernementale de territorialiser la transition écologique* » (sans se demander pourquoi...), I4ce, en partenariat avec la Banque Postale, a donc modélisé une prospective de leurs

investissements à l'horizon 2030. Quatre scénarios sont ébauchés. Un seul est réellement un scénario de *redirection* (c'est-à-dire en donnant la priorité à des changements de choix, en lieu et place « d'autres politiques publiques » (sic). Pour les trois autres scénarios, « *le niveau total des dépenses d'équipement atteint en 2030 un point haut historique de 80 Md€, contre près de 55 Md€ aujourd'hui* ».

Au fil des lignes, les auteurs finissent par tomber le masque : « *le tabou qui doit être brisé* » (sic) est celui de l'endettement : « *L'encours de dette augmente dans tous les scénarios entre 2022 et 2030* » puisque, toujours selon eux, « *le soutien de l'Etat et le fond vert européen ne suffiront pas* ». Les auteurs ne se contentent d'ailleurs pas d'appeler les collectivités à emprunter, ils affirment qu'il sera incontournable d'augmenter les ressources fiscales et tarifaires (reposant donc sur l'utilisateur et le contribuable).

I4CE n'est pas le seul à tenir ce discours sur l'accroissement de l'endettement des collectivités.

Un article publié en janvier 2024 sur le site de la *Banque des territoires* est on ne peut plus clair : « *Transition écologique, collectivités endettez-vous !* ». La Banque des territoires relaye ainsi l'appel lancé par la Banque Postale le 16 janvier lors d'une conférence organisée avec I4CE. Le refrain de la "réhabilitation" de la dette des collectivités est désormais régulièrement entonné par le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu. La loi des finances 2024 instaure d'ailleurs l'obligation pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux de plus de 3 500 habitants de se doter d'un « budget vert » ainsi que d'une « dette verte ». L'affaire semble donc rondement menée...

>>

MAI 2024
Numéro 14

AU SOMMAIRE

A LA UNE :

Quand les collectivités
sont invitées à
s'endetter...

TERRITOIRES

WE Demain, une
source d'inspiration

BELLES INITIATIVES

Les Castors
Un mouvement d'auto-
construction solidaire

LE DOSSIER

Le compostage de bio-
déchets : un
mouvement social à
grande échelle
(Radio Anthropocène)

BREVES

Notre nouveau site
internet est en ligne !

[Récits de l'Anthropocène](#)

Il intègre :

- Les anciens numéros avec nos dossiers thématiques, nos articles sur les reconversions professionnelles et les « belles initiatives »...
- Une revue de presse
- Une médiathèque
- Un « portail » de la transition

Le p'tit compteur

Cette publication est envoyée
à 4159 destinataires :
1370 associations et collectifs,
776 entreprises, 818
scientifiques, 50 organismes
de formation ; 989 mairies et
156 individuels.

Nous écrire :

assorecits@gmail.com

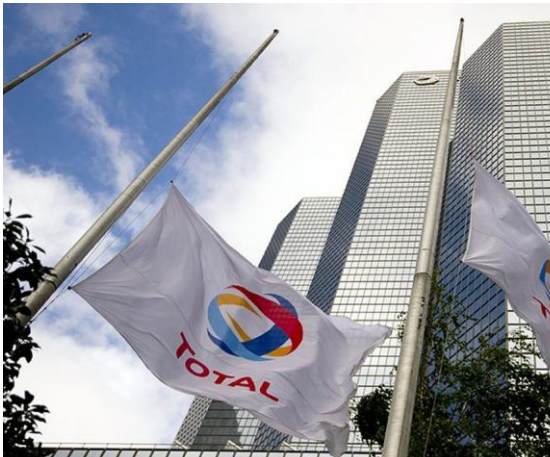
Qui doit payer ?

Tout cela pourrait surprendre dans un univers où la moindre dette d'Etat (pourtant bien moins problématique puisque courant sur des décennies) et le plus léger accroissement d'un déficit au niveau des caisses de la sécurité sociale provoquent des cris d'orfraie.

Mais en réalité, la dégradation rapide et catastrophique (et ce n'est pas peu dire) de la situation climatique place les gestionnaires du système économique actuel au pied du mur. L'inaction qui a caractérisé toutes ces dernières décennies va coûter cher, très cher (voir aussi la question du coût des assurances, dans notre article « [Les impacts sont là](#) » de mars 2024).

Alors, à la question « **qui va payer ?** », leur réponse est simple : « **vous !** »

Car ces nouvelles dettes vont bien peser sur les contribuables et sur personne d'autres. Pour nos visionnaires néolibéraux, il ne peut y avoir d'autres solutions. Aucune autre idée ne semble leur venir à l'esprit. Mais pour ce qui nous concerne, nous invitons à faire preuve de plus d'imagination...



L'urgence climatique et biodiversitaire, les coûts des catastrophes et les dépenses à engager (du moins si l'on veut préserver un monde viable) vont mettre en exergue la question des inégalités et plus précisément celle du rapport entre profits et salaires dans la répartition de la valeur ajoutée. Pour être encore plus précis, il n'est pas inutile d'avoir les grandes masses chiffrées en tête : aujourd'hui, et si l'on se base sur le seul rapport « Pisani-Mahfouz » (France Stratégie), nous savons que nous devrions investir *100 milliards d'euros supplémentaires et par an* d'ici 2030. Des investissements qui viennent s'ajouter à ceux déjà effectifs ([Source](#)) et à ceux réalisés dans

les énergies fossiles et qui seraient redirigés. Nous savons également que le coût des impacts va rapidement s'approcher des quelques 5 milliards d'euros par an. Sans doute encore plus si les événements deviennent plus intenses et dévastateurs. Bref, le coût étant impossible à évaluer finement, nous pouvons retenir la valeur de 200 milliards d'euros par an, à *minima* (toujours à l'horizon de 2030).

Et... d'un autre côté, nous ne devrions que contempler, sans pouvoir y toucher, les *81 milliards d'euros de dividendes* versés aux actionnaires par les entreprises du CAC 40, auquel il faut rajouter ceux des sociétés qui n'ont pas l'honneur de figurer parmi ces quarante « fleurons » mais qui n'ont pas moins de juteux résultats ⁽¹⁾ ?

Nous devrions nous satisfaire du fait que les salaires représentent désormais seulement quelques 60 % (depuis le début des années 2000) alors qu'ils en constituaient près de 70 % entre 1970 et 1980 ? ([source](#)) Nous devrions accepter sans sourciller une répartition des revenus où les 10 % de la population disposant des revenus les plus élevés gagnent autant que la moitié de la population se situant en-dessous de la médiane ? ([source](#)).

Répetons-le : face à la descente énergétique inévitable, au prix à payer pour les dégâts que notre civilisation a déjà causé, aux financements indispensables à effectuer pour restructurer nos territoires, modifier nos bâtiments, développer les énergies renouvelables, etc. *ce système ne peut pas tenir*.

Ou s'il tient, ce sera dans une dérive autoritariste plus que prononcée et en enterrant la justice sociale. Si nous ne voulons pas que la démocratie (aussi imparfaite soit-elle) devienne une époque révolue et regrettée, nous n'avons d'autre choix que de réinventer une économie basée sur la coopération, la solidarité, l'égalité et la gouvernance citoyenne.

Régis Dauxois

(1) Selon l'étude réalisée par OXFAM, les 100 premières entreprises française ont réalisé, en 2022, 142 milliards de bénéfice net dont 71 % (100,82 milliards d'euros) ont été distribués en dividendes.

WE DEMAIN : UNE SOURCE D'INSPIRATION

WE Demain est un média créé en 2011, avec pour objectif de contribuer à dessiner le monde futur. Sur leur site, vous pourrez découvrir un guide des territoires qui s'enrichit au fur et à mesure des contributions. Si vous êtes à l'origine d'un projet, n'hésitez pas à leur écrire afin de figurer dans cette documentation ! Voici quelques initiatives motivantes qui pourraient essaimer via des mobilisations citoyennes :



Urbanescence, un réseau d'éco-lieux pour promouvoir la transition écologique en ville

À l'origine, Julien Garnot co-fonde la structure sur le site des « Grands Voisins », où plusieurs associations avaient investi et cogéraient les trois hectares de l'ancien hôpital de Saint-Vincent de Paul (Paris 14e). Pour servir l'intérêt général, *Urbanescence* fut monté avec une SCOP pour la partie bureau d'études. Urbaniste de formation, aujourd'hui écologue et permaculteur, Julien explique avoir réalisé un travail de déconstruction de son métier et de sa formation initiale : « Depuis les années 80, la façon de faire la ville va dans le sens du capitalisme, avec des méthodes industrialisées. Alors qu'elle doit être faite sur-mesure, en tenant compte des spécificités du territoire, de ses usagers, en harmonie avec son environnement et sa biodiversité ». Associant ses compétences à celles de la paysagiste Flore Chantraine, co-fondatrice de l'association, ils proposent « des projets paysagers pro-biodiversité ». Leur objectif n'est pas de nourrir les habitants, mais « de mettre en place des lieux démonstrateurs de la transition écologique et solidaire ». [Lire la suite.](#)



Ungersheim, étendard des villes en transition

Ungersheim (Haut-Rhin, 69), a un rôle pionnier dans le mouvement des Villes en transition, avec son écomusée en plein air, son transport d'enfants en calèche et ses 21 actions pour le XXI^e siècle (aujourd'hui réalisées). La ville détient le titre de *Capitale française de la biodiversité*.

Pour celles et ceux qui penseraient que la transition doit obligatoirement se faire via des mesures autoritaires, la petite ville alsacienne offre la parfaite preuve du contraire ! Depuis 2009, la commune a développé et renforcé la démocratie participative. Quatre conseils participatifs ont été créés, regroupant des membres élus ajoutés à des personnes représentatives de la communauté villageoise et ils travaillèrent sur différents thèmes et projets susceptibles d'améliorer le quotidien. En savoir plus [sur le site de la Commune et lire la brochure.](#)



À Chabeuil, consigne et circuits courts font bon ménage

Remettre en place les systèmes de consignes est une vraie mesure à impact ! A Chabeuil, dans la Drôme, l'association « *Ma bouteille s'appelle reviens* », voit le jour en 2019. Elle devient une société coopérative en 2022. Pour allier les vertus de la consigne à celles des circuits courts, elle travaille avec plus de 70 producteurs (bière, vin, jus, yaourts, cosmétiques...) de la vallée du Rhône et gère une cinquantaine de points de collectes situés chez les commerçants. 575 000 bouteilles et autres contenants ont été lavés et réemployés en 2022. En 2023, « *Ma bouteille s'appelle reviens* » passe à la vitesse supérieure en s'associant avec deux acteurs locaux de la consigne : Alpes Consigne (Isère, Savoie) et Rebooteille (Ain, Loire, Rhône). Lire l'article [ICI](#).

Les castors : un mouvement d'auto-construction solidaire

Ce mois-ci, nous ouvrons nos colonnes à l'association des Castors. Les Castors fédèrent les énergies dans un système d'échanges et d'entraides afin que chacun puisse être accompagné à tous les niveaux dans sa démarche d'autoconstruction ou d'autorénovation. L'association favorise une démarche écologique et peu énergivore.



Notre histoire

Face à l'intense crise du logement que l'Europe a connu après la seconde guerre mondiale, de nombreux particuliers se sont tournés vers l'autoconstruction. Partout en France, ont éclos des initiatives coopératives singulières : les Castors. Ils se montent en associations et vont mettre en commun leurs ressources financières et techniques pour acheter un terrain et y construire eux-mêmes leurs maisons, en dehors de leurs heures de travail.

Issu des coopératives Castors des années 50, ce phénomène représente plus qu'une association, c'est un mouvement. Les Castors seront souvent porteurs d'innovations : logements plus grands que la moyenne et comportant toutes les commodités, respect des dernières normes en vigueur, emploi de procédés nouveaux...

Alors que de nombreuses demandes de logements étaient classées sans suite, le castorat semblait LA solution pour accéder à un habitat et en devenir propriétaire.

Favorisés par la loi Loucheur de 1928 et en faisant jouer la solidarité, des familles se sont lancées dans la construction de leur logement. 22 groupes de la région lyonnaise ont ainsi construit plus de mille maisons. Les matériaux utilisés étaient alors faits de récupération et de ressources locales comme la pierre et la terre.

Les centrales d'achat, créées par les coopératives de Castors pour leur besoins en matériaux, se sont transformées après le déclin du mouvement, et ont donné naissance à une grande surface du bricolage (Castorama).



Le 1^{er} chantier de type « Castor » au niveau national débuta en 1947 à Lyon.

Petit à petit les chantiers coopératifs (construction d'un lot de maisons au travers de l'entraide Castors) ont laissé la place aux chantiers individuels (construction ou rénovation d'une seule maison ou logement). Au niveau local, notre association a été créée en 1981 par des Castors ayant connu les coopératives des années 50-60 et désirant poursuivre le mouvement sous un format associatif afin de reprendre en main leur habitat.



Elle est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 (but non lucratif).

Son siège est situé au 58 rue Raulin à Lyon 7^e et rayonne sur AURA, mais aussi sur toute la France. Elle compte :

- 18 administrateurs bénévoles dont 7 femmes et 11 hommes
- 1 salarié
- Près de 1 000 adhérents

Elle est membre de la Confédération Nationale des Associations Castors (CNAC)

Notre philosophie

L'association s'appuie sur l'esprit d'origine du mouvement que sont l'entraide, l'échange, le partage et la solidarité.

Elle milite pour une démarche écologique, économique et peu énergivore. Elle porte aussi les valeurs : la convivialité, l'emploi de matériaux biosourcés.

Notre savoir-faire en termes de rénovation écologique exemplaire est largement reconnu et notre démarche en faveur du développement durable nous anime depuis les années 90.

Les chantiers des coopératives initiales ont laissé la place aux chantiers individuels, mais les Castors ne sont pas seuls. Ils mettent en œuvre très souvent des chantiers participatifs où la solidarité et l'entraide sont très présentes, ainsi que le partage des savoir-faire et des connaissances. De plus toutes nos actions, au sein de l'association des Castors, sont organisées afin de favoriser les rencontres entre auto-constructeurs. Cette solidarité s'exprime donc en pratique lors de différentes rencontres mais également sur le web par le biais de notre site internet et de son forum privé où les échanges et partages sont très riches et abondants (plus de 4000 sujets avec plus de 27000 messages pour 3700 membres).



Le plus important dans ce mouvement social, est que l'esprit initial des fondateurs perdure et que dans le monde actuel très individualiste, le collectif garde toute sa place. Les nombreux exemples d'entraide sur les chantiers mais aussi en dehors, donnent tout le sens de notre engagement.

Notre capacité à fédérer les énergies pour la construction écologique n'est plus à démontrer.

Mais avant de penser à construire d'autres logements, il faut s'attacher à la conservation de l'existant quand c'est possible. Le rénover dans de bonnes conditions et avec des matériaux renouvelables qui ont fait leurs preuves.

Nos actions

Résolument tourné vers l'aide aux auto-constructeurs et auto-rénovateurs, notre accompagnement propose des moments de rencontres et d'échanges :

- Réunions à thème mensuelles
- Visites de chantiers
- Chantiers participatifs
- Vides chantiers
- Forum d'échanges

**La force du réseau pour des réponses concrètes :**

- Des tarifs réduits sur les matériaux : développement de partenariats avec de grandes enseignes de fourniture de matériaux pour des remises pro
- Des assurances adaptées
- Des partenaires associatifs (OIKOS,...) et adhérents Pro
- Des permanences techniques
- Des listes d'artisans et de banques
- Des ressources documentaires
- Des achats groupés : achat de granulés en vrac et en sacs deux fois par an

Notre fonctionnement, notre organisation

Nos 18 administrateurs bénévoles et notre salarié font vivre et développent au quotidien l'association, proposant chaque année de nouveaux services au bénéfice de nos adhérents.

Notre salarié Fabien-Gil Dei-Ciechi, est la voix de l'association pour répondre aux sollicitations et demandes. Il est joignable au téléphone et par messagerie

Tél : 04 72 37 13 19 du lundi au jeudi de 9h à 12h

Contact via le [formulaire contact du site](#)



Nos projets, perspectives

- Du 15 avril au 15 mai, débutera notre prochaine campagne d'achat groupé de granulés de bois en vrac et en sacs.
Notre objectif : mutualiser les commandes afin d'obtenir un tarif négocié avec des fabricants locaux pour toute la région Rhône-Alpes.
L'an dernier nos adhérents ont commandé plus de 1 400 tonnes de granulés.
- Depuis plusieurs mois, nous avons initié la refonte de notre site internet et notre forum. La mise en ligne est prévue cet été.
- Enfin, nous continuons d'être présents sur de nombreux salons et foires afin de faire connaître notre structure et nos services à de futurs adhérents porteurs de projets de construction ou de rénovation.



Le dynamisme de l'association ne cesse d'augmenter !

Chez les Castors, nous ne sommes pas riches car nous avons fait des choix forts : pas un centime sur les 500 000 euros générés par notre groupement d'achat, pas un centime sur les partenariats nationaux avec les fournisseurs de matériaux, pas un centime de fond public.

Ces choix sont le prix de notre liberté et font notre fierté !!

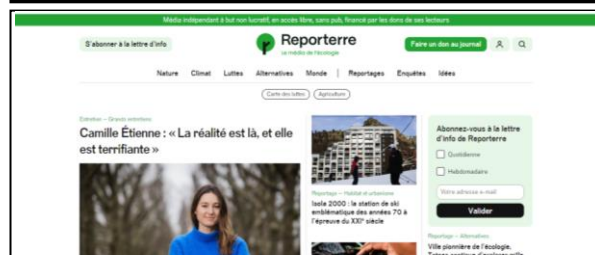
Cette autonomie est possible grâce au soutien des Castors Amicalistes, à l'adhésion volontaire des Castors qui ont la possibilité de bénéficier des bons plans (car tous les avantages sont négociés pour les adhérents) et bien sûr grâce à tous ceux qui parlent de nous car nous n'avons pas non plus de budget publicité...

Castor d'un jour, Castor toujours ! Nous sommes piqués par la passion des Castors et souhaitons la partager au plus grand nombre.

Et vous ? Vous sentez-vous l'âme d'un Castor ?

Les Castors

Soutenez REPORTERRE !



À propos de Reporterre

Reporterre est un média indépendant dédié à l'écologie sous toutes ses formes. Le journal est géré par une association d'intérêt général à but non lucratif. Le journal est en accès libre, sans publicité, et financé à 98% par les dons de ses lecteurs.

LE COMPOSTAGE DE BIO-DECHETS

Un mouvement social à grande échelle (émission Terreaux communs)

En termes de mobilisation citoyenne, la démarche de compostage à grande échelle est assez exemplaire et unique dans le paysage de la participation habitante.

Comment fonctionne le recyclage et la valorisation des bio-déchets à l'échelle de la Métropole de Lyon ? En quoi ce simple geste et le cercle vertueux qui en découle permettent d'agir concrètement sur le dérèglement climatique ? Pour en discuter, Radio Anthropocène a reçu Coralie Scribe, paysagiste-concepteur. Une émission produite par Archipel, Maison de l'architecture Rhône-Alpes.

Radio Anthropocène – (...) Bonjour Coralie Scribe et merci de votre présence, pour le troisième épisode de l'émission Terreaux communs. Vous êtes paysagiste-concepteur, reconnue comme une jardinière militante sous le nom de « la jardinière partageuse », et maître composteur. Vous vous appliquez à partager votre passion du jardinage en assurant différents types de missions telles que la transmission de connaissances ou la conception participative du jardinage. Vous exercez au sein d'un groupement dans le cadre du marché public relatif au déploiement du compostage de proximité et du jardinage zéro déchet au sein de la Métropole de Lyon et ses 59 communes. La Métropole de Lyon mène une politique volontariste depuis 2016. Elle a donc largement anticipé l'application du code de l'environnement qui oblige depuis le 1^{er} janvier 2024 tous les producteurs et détenteurs de bio-déchets à trier à la source en vue d'une valorisation. Pouvez-vous nous préciser quels dispositifs de compostage sont en place aujourd'hui pour les citoyens, comment fonctionne concrètement ce cercle vertueux au sein de la Métropole de Lyon qui revêt aussi une dimension sociale ?



La Métropole de Lyon mène une politique volontariste depuis 2016. Elle a donc largement anticipé l'application du code de l'environnement qui oblige depuis le 1^{er} janvier 2024 tous les producteurs et détenteurs de bio-déchets à trier à la source en vue d'une valorisation. Pouvez-vous nous préciser quels dispositifs de compostage sont en place aujourd'hui pour les citoyens, comment fonctionne concrètement ce cercle vertueux au sein de la Métropole de Lyon qui revêt aussi une dimension sociale ?

Coralie Scribe – Le début de l'histoire, c'est que l'on produit 230 kilos de bio-déchets par habitant et par an sur la Métropole. A l'échelle de l'hexagone, cela représente 30% du poids de la poubelle. Aujourd'hui, pour la plupart de ces bio-déchets, ils finissent dans un bac gris, partent en camion, et sont brûlés dans des incinérateurs. Sachant qu'un bio-déchet, c'est 80% d'eau, on brûle de l'eau ! L'idée, c'est vraiment d'obliger – c'est en cours – de changer de paradigme et de valoriser ces bio-déchets par le compostage ou la méthanisation. Puisqu'à partir des bio-déchets on peut produire un biogaz ou faire du compost qui retourne au sol.

Le choix de la Métropole a bel et bien été de partir sur une solution de compostage.

Nous travaillons sur le compostage citoyen depuis 2016. Il y a eu plusieurs étapes dans le déploiement du dispositif. Le compostage citoyen consiste à proposer à tout un chacun, de composter « à domicile ». C'est le « *do it yourself* ». Donc, nous allons avoir *le compostage individuel*, si l'on a un jardin, et disposer d'un bac à compost, en bénéficiant aussi d'une formation en ligne proposée par la Métropole. La dimension pédagogique et d'accompagnement est vraiment très importante dans ce genre de dynamique citoyenne.

Ensuite, nous avons ce que l'on appelle *le compostage collectif*. Là, il s'agit d'une copropriété, d'une résidence (...) et nous allons accompagner des collectifs d'habitants avec (...) jusqu'à 70 foyers pour mettre en œuvre du compostage local.

Autrement dit, ce que l'on appelle les bio-déchets, qui sont des *bio-ressources*, nous les gardons, nous faisons le compost, en étant équipés (en bacs) et accompagnés, ce qui fait la réussite de la démarche. Cela, c'est tout le *compostage citoyen*. Alors, évidemment, nous allons composter et valoriser des tonnes et des tonnes de bio-déchets mais ce que nous allons avoir du mal à évaluer ce sont tous les savoir-faire échangés, toute la convivialité partagée, toute cette dimension sociale (qui est vraiment inhérente au compostage citoyen de proximité). Nous allons avoir des lieux de compostage sur l'espace public, sur une place, un square, parfois sur un tout petit bout de trottoir. Et nous allons ainsi aboutir au *compostage partagé*, sur l'espace public, ce qui le rend visible et très pédagogique.

Pour compléter ce dispositif citoyen, nous avons depuis deux ans, un autre volet qui se développe sur la Métropole, ce sont les *bornes à compost* (...). Nous avons de l'habitation très dense sur notre territoire et tout le monde ne va pas pouvoir se mettre autour d'un bac à compost.

Ces bornes à compost, ce sont des points d'apports volontaires. Elles fonctionnent comme des bornes à verre. Tout le monde les connaît. Nous allons trier, nous allons détourner ces fameux 30%, et les déposer sur ces points d'apport. Ils partent en camion – et oui, il y a quand même un peu d'énergie fossile dans l'air ! – et cela part sur des *plateformes de compostage* qui, par contre, sont très locales. Elles sont situées sur notre territoire métropolitain (elles restent donc locales). Nous avons alors un dispositif de

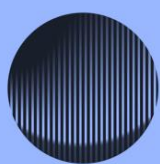


compostage industriel qui permet de revaloriser ces biodéchets pour les retourner à la terre. Ils vont servir aux agriculteurs.trices, aux maraîcher.es, ce qui renforce notre degré de *souveraineté alimentaire*.

Le déploiement se fait sur toute cette année. Il y a vraiment une prise de conscience et une volonté politique de parvenir à valoriser **100% des biodéchets** le plus rapidement possible.

Radio Anthropocène – On comprend que les métropolitains se sont visiblement engagés dans cette pratique du compost. Mais pouvez-vous nous rappeler ce qu'est exactement le compost ? D'où vient-il ? Nous parlons de *bio-déchets*, mais ne faudrait-il pas parler de *bio-ressources* comme vous venez de l'évoquer ? En préparant l'émission, vous nous disiez que les feuilles ne sont pas mortes et qu'elles ne se ramassent pas à la pelle... Que faut-il comprendre dans votre interpellation ?

Coralie Scribe – Effectivement, j'aime bien dire qu'il faut laisser vivre les feuilles mortes ! Il faut laisser vivre le bois « mort », la matière organique puisque la Nature a tout créé, tout inventé, (...). Les feuilles ne sont pas des papiers gras qui traînent par terre ! La feuille est destinée à retourner au sol, à nourrir en retour l'arbre qui l'a produit. Sur le Parc de la Tête d'Or, (...) nous avons, depuis de nombreuses années, « la fête des feuilles » à l'automne. Une fête qui a permis de sensibiliser le grand public sur le fait qu'une feuille n'est pas un « déchet », ce n'est pas sale, ce n'est pas inesthétique, bien au contraire ! Alors que nos magnifiques arbres du Parc de la Tête d'Or périlclitaient, nous avons compris que c'était peut-être idiot de souffler les feuilles, de les ratisser, de les mettre dans des sacs poubelles et de les envoyer en déchetterie !



RADIO ANTHROPOCÈNE

Pour écouter Radio Anthropocène, c'est [ICI](#)

[L'association Cité Anthropocène](#) s'est spécialisée dans la médiation scientifique et la vulgarisation des savoirs à travers plusieurs projets : Festival, veille anthropocène, cours publics, Radio Anthropocène, Editions. Des chercheurs-e-s, artistes, architectes, saisi-es par l'urgence du changement climatique assument de sortir de leurs universités pour rentrer dans l'arène et faire converser sciences, arts, et sociétés.

Le regard sur ce que peut être un « bio-déchet », un « déchet vert » a vraiment changé. Il faut donc laisser vivre les feuilles mortes. Pour comprendre [la question] du « sol vivant » d'hier (les années 50) à aujourd'hui, ce n'est pas compliqué : nous avons substitué au *travail biologique naturel du sol* (avec les vers de terre, champignons, bactéries et autres) des machines et des intrants chimiques (...).

C'est tout ce travail [biologique] que l'on remet à l'œuvre (...) et au cœur de nos villes, et au-delà, à l'échelle de l'agriculture.

Radio Anthropocène – On comprend qu'il y a tout un écosystème, propice à l'observation du Vivant, qui fait prendre conscience de la valeur de ce sol (...). Qu'est-ce qu'un sol vivant, un sol fertile ? Il semblerait que les bactéries reviennent en force (...) mais il est encore très difficile pour les humains d'accepter leur statut de cohabitants, et pourtant comment peut-on vivre sans un microbiote ?

Coralie Scribe – Oui (...), le lombric est tout aussi important que l'abeille au niveau des services écosystémiques. Nous ne savons pas fabriquer de la terre d'une manière chimique ou industrielle. C'est vraiment ce processus naturel qui est très important. (...). C'est un monde sous nos pieds, invisible pour l'essentiel. C'est aussi cela qui n'est pas « évident ».

Nous allons avoir toute une chaîne de micro-organismes : des bactéries diverses et variées qui vont faire monter en température notre belle matière, des champignons (les fameuses mycorhizes qui existent naturellement dans le sol des forêts), des collemboles, des mille-pattes, des cloportes et, bien sûr, les vers rouges (*Eisenia foetida*) qui est l'intestin du compost, la mâchoire de la matière organique et qui travaille tout cela. Ce processus est un système collaboratif (...). Il va être au service de la transformation de cette matière organique. Nous allons partir d'une peau de banane ou d'un trognon de pomme pour arriver à une sorte de mousse au chocolat ! [Ensuite], pour des terres productives, il faudra dix kilos de compost pour produire dix kilos de légumes. Cette matière noire, très souple, très aérée, va permettre au sol de respirer. Quand nous parlons de fertilité, nous parlons vraiment de ce génie du sol vivant dans lequel l'oxygène circule.



[Par ailleurs], le compost peut retenir dix à douze, ou quinze fois, son poids en eau. Autrement dit, c'est l'éponge du sol, c'est son réservoir d'eau. Pas d'eau, pas de vie, pas de plantes, pas de nourriture ! Le compost amène cette seconde dimension de la fertilité. La troisième étant le fait de manger.

Cette peau de banane pleine de magnésium, la plante ne sait pas trop quoi en faire si on la dépose à même la terre. Par contre, le fait qu'elle soit digérée, *recomposée*, cela va rendre à nouveau le magnésium assimilable par les plantes (...).

Radio Anthropocène – Nous avons compris que ce sol fertile apporte tout ce qui est nécessaire pour les plantes (...) et qu'il joue un rôle déterminant dans le cycle de l'eau, de la biodiversité. Mais ce qui semble aussi important, c'est que ce sol a également une incidence sur le dérèglement climatique. Aujourd'hui, tout ce qui relève de l'adaptation aux effets de ce dérèglement, nous importe. En quoi, agir sur le sol, c'est aussi finalement agir sur le climat ?



Coralie Scribe – Exactement ! J'ai aussi envie d'être « pratico-pratique ». Je travaille avec les citoyens, avec le quotidien et le changement climatique nous impacte évidemment. Mais nous pouvons agir localement. J'habite à la Part-Dieu, le plus grand « grille-pain » que l'on puisse trouver à Lyon, c'est-à-dire un énorme îlot de chaleur. Nous compostons depuis des années et qu'est-ce qu'il se passe ? Nous épandons le compost, petit à petit, sur des sols qui sont fatigués, des sols de remblais, des sols inertes et la vie se redynamise. Mais ce n'est pas que cela.

Concrètement, lorsqu'il pleut – et les précipitations, nous le savons, sont de plus en plus violentes – les sols ne sont pas érodés. Nous avons ce phénomène *d'éponge du sol* – c'est une image qui parle à tout le monde -, de rétention d'eau. Lorsqu'il fait chaud, nous allons avoir tout simplement le phénomène d'évapotranspiration. De quoi s'agit-il ? Le sol garde l'humidité, les racines vont puiser cette eau et les plantes ou les arbres, arbustes, vont continuer à prospérer. Elles vont transpirer et donc rafraîchir l'air. Nous savons très bien que l'arbre est un climatiseur naturel. (...). A ce titre, nous avons tout le plan de compostage que met en place notre territoire mais également le plan de végétalisation, puisque 70% du patrimoine arboré, de la canopée, est sur l'espace privé. Nous ne pouvons pas y agir. Donc, la Métropole incite des collectifs d'habitants (...) à agir sur la désartificialisation des sols (...).

Radio Anthropocène – Nous voyons que la mobilisation citoyenne est tout à fait déterminante et que dans cette démarche de compostage, à grande échelle et assez exemplaire, la « vitesse de croisière » est atteinte ou sur le point de l'être. Il y a un taux d'erreur de tri qui est assez réduit par rapport à d'autres villes européennes (...).

Est-ce que vous pensez que ce qui est en train d'être engagé depuis quelques années [sur le



compost] pourrait avoir des effets « corrélés », c'est-à-dire être transposable à d'autres formes de mobilisations et de contributions dans cet espace métropolitain ?

Coralie Scribe – (...) Il y a plusieurs aspects dans cette question. D'une part, nous avons encore beaucoup de sites de compostage citoyens à développer (...). D'autre part, (...) c'est le compostage citoyen complémentaire aux bornes à compost [qui va être important]. Autour d'une borne à compost, on ne pourra jamais faire un apéro alors que, justement, autour d'un site de compostage, [des liens vont se tisser] (...) : nous avons (...) des collectifs de tous âges qui découvrent cette magie du vivant, [ce qui permet] d'ouvrir d'autres horizons.

Quand on a agi sur son espace de copropriété (...), on va peut-être travailler sur les économies d'énergie, sur d'autres aspects du logement, sur le partage de voitures... Et cela va évidemment « déborder » (...). Je tiens aussi à dire qu'il y a tout ce que l'on peut évaluer (pouvoir peser des tonnes et des tournées), mais ce que l'on ne pourra jamais peser, c'est cet aspect pédagogique, ludique (...), ce faire ensemble (...).

Et c'est pourtant cela qui va [déclencher] des dynamiques « autres », autour de la façon dont on vit son espace de proximité.

(Remerciements de Radio Anthropocène)

260 SCIENTIFIQUES SIGNENT UNE TRIBUNE FUSTIGEANT L'INACTION DU GOUVERNEMENT

Signée par 260 chercheurs, dont le climatologue Jean Jouzel, et publiée dans [Le Monde le 18 avril](#), cette tribune dresse une liste implacable de l'inaction écologique délétère du gouvernement français.

Indispensables rappels : « *L'humanité fait peser des pressions insoutenables sur son environnement, en particulier sur l'océan, qui occupe les trois quarts de la surface de notre planète. Leur liste est longue : réchauffement climatique, acidification des océans, désoxygénation, aménagements littoraux et hauturiers, déchets plastiques, pollutions, exploitation des ressources minières ou vivantes (surpêche).*

Il en résulte des effets néfastes considérables pour la nature et les sociétés humaines qui vont s'aggraver si rien ne change. Deux tiers de la biomasse des poissons prédateurs (comme les thons) ont disparu en un siècle, et plus de la moitié de cette perte a eu lieu lors des quarante dernières années.



En cent cinquante ans, la moitié des récifs coralliens a été rayée de la carte. Depuis le milieu du XXe siècle, des centaines de millions de tonnes de plastiques se sont accumulées dans l'océan. Un réchauffement climatique non maîtrisé conduirait à des disparitions d'espèces en grand nombre, avec des conséquences pour les écosystèmes tout entiers difficiles à anticiper. En bref, pratiquement tous les signaux sur l'océan et le climat sont au rouge. »

L'action gouvernementale est-elle à la hauteur comme se complait à le proclamer régulièrement le Président E. Macron ? C'est tout l'inverse :

« *Depuis des décennies, notre communauté travaille à identifier et alerter la société sur les dangers que ces pressions nous font courir.*

Face à ces menaces, il arrive souvent au gouvernement français de rappeler le constat scientifique et de manifester son ambition. La mise en place de la convention citoyenne sur le climat, exercice démocratique inédit, fut l'un de ces moments porteurs d'espoir venus d'un haut qui semblait vouloir faire confiance au bas. Espoirs largement justifiés au regard des 149 propositions de mesures concrètes, et lucides sur la nature et la gravité de nos difficultés présentes et à venir. Mais ces espoirs ont finalement été douchés : non-respect par le président de la République des engagements pris, propositions ignorées ou amoindries, et une loi Climat et résilience qui n'est à la hauteur ni du défi à relever ni des engagements initiaux ».



Et de rajouter « *Dans un registre voisin, on pourra citer l'annonce d'une planification écologique, en septembre 2023, après des demandes insistantes du Haut Conseil pour le climat. Six mois plus tard, aucun signe concret d'un changement de méthode et la présentation de la nouvelle loi de programmation pluriannuelle de l'énergie à l'Assemblée Nationale est sans cesse repoussée. Nous voilà donc dans une nouvelle course de lenteur, à rebours du volontarisme des annonces initiales ».*

Au final, « *la défiance grandissante qui s'installe dans notre communauté vis-à-vis du pouvoir politique ne devrait étonner personne. [...] Comme scientifiques, nous pensons que ne pas participer à la légitimation de discours déconnectés du réel est une responsabilité éthique ».*

Les brèves

GRIPPE AVIAIRE H5N1 : L'OMS ALERTE SUR DE POSSIBLES TRANSMISSIONS A L'HOMME

Le 18 avril, l'Organisation Mondiale de la Santé s'est dit "*très inquiète*" face à la propagation croissante de la souche H5N1 de la grippe aviaire à de nouvelles espèces, y compris les humains.

La grippe aviaire qui touche l'Homme, ce n'est pas nouveau. En 20 ans, 889 cas ont été recensés dans une vingtaine de pays. Le niveau de transmission est faible, mais la maladie conduit au décès du patient dans un cas sur deux. C'est pourquoi l'OMS se montre très inquiète face au développement du virus chez les oiseaux, susceptibles de le transmettre à des mammifères, et par extension à l'Homme.

Cette recrudescence des cas s'explique par la souche H5N1 qui se transmet chez les oiseaux sauvages et domestiques. L'épidémie est contrôlée en France grâce à un vaccin réalisé, notamment dans les élevages de canards. Mais le virus continue de gagner du terrain partout dans le monde. Et il n'existe pour l'instant aucun vaccin en cas de transmission à l'Homme.

A écouter en podcast sur France Inter, l'interview de *Brigitte Autran* Professeure émérite d'immunologie à Sorbonne Université, et présidente du comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars). C'est [ICI](#).



LES RAVAGES DE LA DENGUE EN AMERIQUE LATINE

Répandu dans les pays chauds, le virus sévit principalement dans les zones urbaines et semi-urbaines et cause 100 à 400 millions d'infections par an, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).



Fin mars, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) a prévenu que l'Amérique latine et les Caraïbes devaient s'attendre à la pire saison de dengue jamais enregistrée.

En moins de trois mois depuis le début de l'année, les autorités sanitaires de la région ont recensé plus de 3,5 millions de cas et un millier de décès dus au virus. La maladie, qui provoque une forte fièvre avec dans de rares cas une évolution vers une forme plus grave, ne se transmet pas d'homme à homme, mais chez les femmes enceintes, il existe un risque pour l'enfant. Lire [ICI](#).

CHALEUR MEURTRIÈRE AU SAHEL :

UNE ETUDE INCRIMINE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE « D'ORIGINE HUMAINE »

Selon une étude du réseau *World Weather Attribution* publiée jeudi, le réchauffement climatique « *d'origine humaine* » est responsable de la vague de chaleur exceptionnelle qui a touché le Sahel du 1er au 5 avril et provoqué de nombreux décès au Mali et au Burkina Faso. Les scientifiques précisent qu'un tel épisode climatique ne survient en principe « *qu'une fois tous les 200 ans* ».

Les scientifiques estiment qu'une telle vague de chaleur au Mali et au Burkina Faso « *se produirait dix fois plus fréquemment que dans le climat actuel si le réchauffement de la planète atteint 2 °C* ».

Même si les populations maliennes et burkinabè "*sont acclimatées à des températures élevées*", les vagues de chaleur mortelles ont bel et bien commencé. A lire [ICI](#).



A LIRE DANS REPORTERRE : ENTRETIEN AVEC ALAIN DAMASIO

« IL FAUT BATTRE LE CAPITALISME SUR LE TERRAIN DU DESIR »

L'écrivain Alain Damasio sort *Vallée du silicium*, chroniques inspirées d'un voyage dans la Silicon Valley californienne. « *Les technocapitalistes visent la libération individuelle, ils vivent dans un élitisme absolu* », dit-il.

« Je n'aime pas le terme de résistance parce qu'il revient à considérer que malgré tout, le système va continuer à opérer, qu'il sera toujours dominant et que notre capacité est seulement d'en limiter les effets négatifs. Je pense qu'il faut construire des alternatives, proposer d'autres façons d'exister, de s'alimenter, d'habiter. Puis de montrer que ça marche et surtout que ça nous rend heureux et libre. Il faut battre le capitalisme sur le terrain du désir ».

A lire [ICI](#)



PARUTION DE « PREMIERES SECOUSSES »

LE LIVRE DES SOULEVEMENTS DE LA TERRE

"Au fil des saisons, nous avons formé des cortèges bigarrés, muni-es de bûches, de mégaphones et de meuleuses, vêtu-es de bleus de travail et de combinaisons blanches, escorté-es par des oiseaux géants... Nous avons traversé les bocages et les plaines, arpenté les vallées industrielles et le bitume des usines – et même frôlé les cimes alpines. Nous nous soulevons pour défendre les terres et leurs usages communs. Contre les méga-bassines, les carrières de sable, les coulées de béton et les spéculateurs fonciers, nous voulons propager les gestes de blocage, d'occupation et de désarmement, pour démanteler les filières toxiques. Nous nous soulevons parce que nous n'attendons rien de ceux qui gouvernent le désastre. Nous nous soulevons parce que nous croyons en notre capacité d'agir. Depuis des siècles, du nord au sud, des mouvements populaires se battent pour défendre une idée simple : la terre et l'eau appartiennent à tou·tes, ou peut-être à personne. Les Soulèvements de la terre n'inventent rien ou si peu. Ils renouent avec une conviction dont jamais nous n'aurions dû nous départir."

"Première secousses" est un livre manifeste autant que récit, une œuvre ressource et un essai collectif visant à susciter les débats essentiels à tout réseau de résistance. Il a été écrit par des dizaines de mains depuis le cœur du mouvement, pour mettre en partage les expériences, les hypothèses et les paradoxes qui donnent au corps aux soulèvements de la terre et appeler à leur donner suite.

Depuis 3 ans les Soulèvements de la Terre ont fait bouger les lignes de l'écologie politique, et tenu tête au gouvernement. En fédérant largement, les soulèvements de la terre se sont employés à redonner espoir dans l'impact des mobilisations collectives.



Un groupe FB pour échanger autour de l'anthropocène...



REFLEXIONS AUTOUR DE L'ANTHROPOCENE

« Nous savons aujourd'hui que la croissance économique n'est pas compatible avec les objectifs de réduction des gaz à effet de serre, pas plus qu'elle ne l'est avec l'indispensable et urgente protection de la biodiversité.

Incompatible encore vis-à-vis des niveaux de pollutions engendrés.

La croissance "infinie" ne peut exister dans un monde aux ressources limitées.

Nous sommes désormais dans une nouvelle ère, celle de l'Anthropocène, cette nouvelle époque géologique qui se caractérise par l'avènement des humains comme principale force de changement sur Terre, surpassant les forces géophysiques !

Et cela est totalement suicidaire pour l'humanité dans son ensemble.

Ce groupe a pour objet de partager nos réflexions autour de l'Anthropocène, de la décroissance et de la déconsommation. Il nous faut penser et expérimenter d'autres façons d'habiter le monde, d'autres modèles de production et de consommation plus justes socialement. Il nous faut inventer de nouveaux récits, pour que l'urgente bifurcation soit désirable. A vos plumes ! ».

Pour vous connecter, c'est par [ICI](#).

RETROUVER TOUS NOS DOSSIERS THEMATIQUES SUR LE SITE RECITSANTHROPOCENE.NET

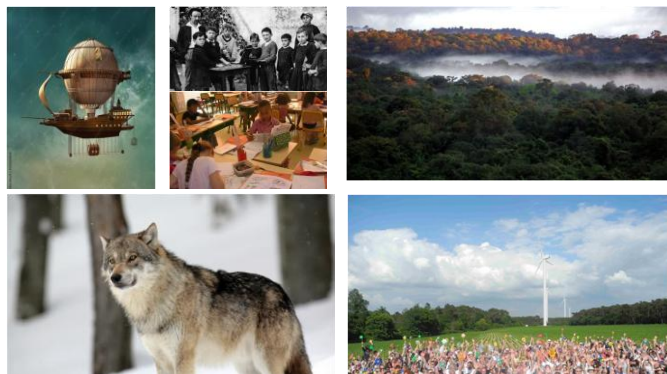
[Orientation professionnelle : élargir nos imaginaires des possibles](#)

[Protégez vos forêts !](#)

[Dossier Eolienne : et pourtant, elles tournent !](#)

[L'éducatif à l'ère de l'Anthropocène](#)

[Protégeons les loups !](#)



Nous avons besoin de vous... Mais pas pour des sous !

Puisque le journal ne coûte rien à réaliser et qu'il est fait de façon entièrement bénévole.

Il s'agit d'enrichir les contributions.

Vous souhaiteriez participer à l'élaboration des numéros ? Faire des brèves, des articles, voire des dossiers ? N'hésitez pas à nous contacter pour en discuter : assorecits@gmail.com

Le site
recitsanthropocene.net
Notre nouveau site
est en ligne !

Les groupes « Récits », sur FB et LinkedIn en région Auvergne Rhône-Alpes

Ces groupes réunissent de nombreuses structures d'accompagnement, de formation et de conseil ainsi que des particuliers, en quête d'idées ou d'aide pour leur « bifurcation » professionnelle. Vous y trouverez des dates d'événements, les infos relatives aux activités des structures membres, etc.

C'est [ICI](#) (Fb) et [LA](#) (Lkdin) !